

Recherches sociographiques



Ronald RUDIN, *Making History in Twentieth-Century Quebec* ;
Ronald RUDIN, *Faire de l'histoire au Québec*

Nicole Gagnon

Volume 40, Number 1, 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057252ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057252ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gagnon, N. (1999). Review of [Ronald RUDIN, *Making History in Twentieth-Century Quebec* ; Ronald RUDIN, *Faire de l'histoire au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 40(1), 144–147. <https://doi.org/10.7202/057252ar>

politique singulier par la fatalité qui a pesé sur lui et par ce qu'il a réussi à accomplir, malgré cette fatalité.

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*

Ronald RUDIN, *Making History in Twentieth-Century Quebec*, Toronto, University of Toronto Press, 1997, 294 p.

Ronald RUDIN, *Faire de l'histoire au Québec*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1998, 278 p. (Traduction de Pierre R. DESROSIERS.)

Ronald Rudin met en marché une nouvelle arme rhétorique dans le conflit des interprétations. Jusqu'ici, les historiens se délégitimaient mutuellement pour manque de « scientificité » ; désormais, ils pourront se taxer l'un l'autre de « revisionnisme ». Toute histoire d'un peu de portée est par définition revisionniste, comme le reconnaît au passage Rudin (p. 172), en ce sens qu'elle récuse une lecture du passé pour en faire valoir une autre : ayant lui-même revisionné Ferland, Groulx a subi la revision de sa proche descendance, les Frégault-Séguin-Brunet, revisionnés à leur tour par l'abattage en règle du Hamelin de 1960, etc. Et Rudin s'essaie ici à revisionner un peu tout un chacun. Sauf qu'il emploie le terme dans un sens plus restreint : « un processus de dénégation de certains aspects du passé » (page liminaire), où se reconnaît implicitement la figure emblématique des dénégateurs du génocide nazi. Quant à savoir où passe la frontière entre « dénier le passé » et combattre une lecture adverse, on n'en apprendra pas grand-chose ici.

Les trois premiers chapitres mettent en scène Groulx, entouré de ses contemporains, adversaires ou disciples. Voilà le cadavre honteux que Rudin sort du placard, comme témoin à charge récusant la vision moderniste de l'histoire considérée dominante. Étonnamment, il nous le présente paré de ses plus beaux atours d'historien : c'est au chanoine que revient le principal mérite de l'institutionnalisation de la « profession » ; il a pratiqué son métier armé des méthodes scientifiques de son temps ; il a su reviser lui-même ses interprétations, notamment dans l'édition 1930 de *Naissance d'une race* ; il se préoccupait déjà d'histoire économique... Comme l'auteur n'a pas su se retenir de lâcher quelques perles sur ce portrait avantageux (p. ex. « Groulx's hate-mongering », p. 57), il faut peut-être y comprendre ceci : les historiens contemporains ont fait mine de remiser Groulx pour des raisons disciplinaires de scientificité, qui ne sont pas fondées ; s'ils l'ont enfoui au placard, c'est donc pour d'autres raisons, « comme son anti-sémitisme » (p. 9). Et voilà pourquoi ils seraient à proprement parler « revisionnistes ». (Cet argument était presque explicite dans un texte antérieur, tel que l'a relevé Jean-Marie FECTEAU : l'interprétation de Rudin « semble impliquer que

lui-même voit la fermeture à l'autre, la xénophobie et l'hypercléricalisme comme des tares pathologiques *constitutives* de notre spécificité ». *Bulletin d'histoire politique*, IV, 2, p. 32.)

Chez un bon historien, les vues de l'esprit réussissent rarement à nous gâter la sauce, tel que je l'ai découvert jadis dans le *Bas-Canada* de Fernand OUELLET, où le « retard des mentalités » n'avait pas empêché l'auteur de faire du beau travail. De même, le récit que Rudin consacre au continent Groulx est fort passionnant, plein d'informations neuves, d'événements, de personnages méconnus. Le spécialiste pourra sans doute y trouver à redire, car l'auteur tourne parfois les coins ronds. Surtout, Rudin est un habile escamoteur de faits dérangeants et il est mauvais lecteur, comme je le découvrirai à propos de textes que je connais de près.

Pour illustrer le procédé dont Rudin s'est déjà plaint d'avoir été victime et que j'appellerai néanmoins « rudiniser » un texte – et pour me débarrasser tout de suite d'un exemple personnel gênant : Rudin donne à entendre exactement le contraire de ce que j'ai cru devoir préciser en « avant-propos » de l'*Histoire du catholicisme*, en me citant sélectivement. C'est dans une note de fin de volume et ça commence comme suit : « Though Nicole Gagnon was listed as a coauteur. » (Merci ! Ça adonne que j'aurais refusé avec la dernière énergie de me laisser « lister » si je n'avais coécrit le livre.) Outre la citation sélective, il y a la glose à contre-sens : « Hamelin a soutenu que l'idée d'un département d'histoire à Laval venait des fondateurs, en 1937, de la Société historique de Québec » (p. 240, n. 150) ; dans le texte de référence : « L'abbé Arthur Maheux [...] presse l'Université de mettre sur pied l'Institut d'histoire et de géographie dont on parle tant depuis 1937, année où des érudits ont fondé la Société historique de Québec. » Arrêtons-nous sur un exemple plus net et d'intérêt plus général : le chapitre 5 nous présente un Fernand Dumont qui ridiculise allègrement le mouvement féministe, en raison des valeurs communautaires de l'ancienne société dont il a nostalgie (p. 207). L'idée d'un Dumont ridiculisant qui que ce soit m'est apparue si saugrenue que je suis immédiatement allée vérifier. Effectivement, il est question dans le passage de référence du « silence » qui s'est établi sur la question des classes sociales. Et Dumont enchaîne : « À mes risques et périls [eh oui !], je prendrai exemple dans certains courants du mouvement féministe. »

Je ne risque pas gros à prévoir que Jean LAMARRE aura lui aussi à se plaindre d'avoir été rudinisé pour ce qui concerne l'école de Montréal, dont Rudin cherche à minimiser l'importance, alléguant la faible productivité du trio. Et les choses se gâtent sérieusement au chapitre 4, consacré à « l'approche » de Laval. L'exposé est pourtant tout aussi solidement documenté, bien ancré dans l'événement et axé sur les personnages. On y trouve notamment le récit du procès « Papineau » intenté à Fernand Ouellet par la famille, et en prime, cette riche intuition de l'historien dont l'embargo mis sur le *Julie Papineau* a étouffé la diffusion. Il s'agit de la domination de la société québécoise par les femmes, fondée sur une famille de type matriarcal, où l'autorité maternelle n'était pas toujours à la hauteur des responsabilités qu'elle s'était arrogées (p. 152).

Le problème dans ce chapitre, c'est que Rudin a voulu voir à Laval une école historique analogue à celle de Montréal, ce qui l'obligeait à escamoter tout un pan de la réalité et à déformer quelques faits. Ladite école se serait opposée à celle de

Montréal par un « c'était peut-être notre faute » pour expliquer le retard économique des Canadiens français, et elle se caractérise en outre par son alliance avec Trudeau et sa « *French connection* ». Bien qu'il ait étudié à Harvard, qu'il ait amorcé son règne sous le parapluie groulxiste et qu'il se soit toujours défendu des interprétations généralisantes, Marcel TRUDEL a droit à une place de choix dans ce récit, en raison d'un anticléricalisme qu'on peut toujours comprendre comme un « c'était la faute à nos curés ». GALARNEAU, qui a pourtant travaillé sur la « *French connection* », entre à peine dans le décor. Sous prétexte sans doute de son appartenance à la Faculté voisine, Albert FAUCHER est contourné. C'est qu'il lançait en 1952, à propos du supposé agriculturisme des élites canadiennes-françaises, un fort dérangeant « il n'y avait rien d'autre à faire ! » [que de l'agriculture], qui dispensait de la chasse au coupable.

Reste le tandem Hamelin / Ouellet. Dans son morceau de bravoure contre l'école de Montréal, celui-là imputait le fameux retard économique aux faiblesses des infrastructures en Nouvelle-France, donc à l'incurie de l'administration française, ce qui peut se caser dans la formule générale. Il a ensuite sorti Ouellet de son obsession pour la famille Papineau, en le mettant au travail sur un vaste projet d'histoire économique du Québec, de la Nouvelle-France à nos jours. D'après Rudin, les deux historiens n'ont pas poursuivi leur collaboration au-delà de l'article de 1962 sur « la crise agricole ». En lisant attentivement l'« avant-propos » de l'*Histoire économique et sociale...* de Ouellet, il aurait pu apprendre au contraire que l'autre « a tellement été mêlé de près à la préparation de cette étude que nous ne saurions exagérer l'ampleur de son aide ». En clair : le travail a été fait à deux. (L'ouvrage a été signé par un seul pour le rendre présentable comme thèse de doctorat, Ouellet en ayant assumé la responsabilité finale.)

Le seul représentant adéquat de ladite école de Laval étant en fait Ouellet, Rudin abandonne rapidement l'autre à ses travaux dans d'autres domaines, sans même signaler qu'à travers ses multiples entreprises, celui-ci avait mené à terme son projet d'histoire économique, sous la forme plus modeste, pour le XX^e siècle, de chapitres dispersés dans les divers tomes du recueil sur les *Idéologies au Canada français*. Tout juste prend-il la peine de vérifier qu'Hamelin serait resté « fidèle à son orientation de départ ». Autre beau cas de rudinisation : la preuve en serait un passage assez secondaire de l'« Introduction » à *Histoire du catholicisme...*, que Rudin cite (p. 169) amputé de son bémol : « Le Canadien français a confiance en l'homme [etc.] ; l'anglophone est davantage marqué par la fonctionnalité de la raison économique ». Il aurait dû pourtant lire à la phrase précédente : « Les traits fondamentaux de ce type culturel *semblent* [j.s.] être les suivants : » ; et dans la note : « En ce domaine, nous ne disposons pas d'études empiriques solides pour la fin du XIX^e siècle [...] ce corpus d'observations constitue un matériel disparate pour broser un portrait du Canadien français. » Et puis, il y avait tout le livre : apparemment, Rudin n'est pas allé plus loin que ce passage « révélateur » de l'introduction. En tout cas, il n'a pas réellement mis le pied sur le continent Hamelin.

Fernand Ouellet revient par contre dans le dernier chapitre, consacré auxdits « révisionnistes », à titre de figure d'opposition aux thèses dominantes. Ici, l'histoire événementielle s'estompe, au profit d'une vue d'ensemble des interprétations. Axé

sur la question des classes et minimisant les différences ethniques ou religieuses, le « paradigme révisionniste » consisterait à « renforcer l'idée que le Québec d'aujourd'hui est une société normale, en examinant son long processus de modernisation, semblable à celui des autres sociétés occidentales » (p. 174). Rudin fait valoir de façon plutôt convaincante que pareille vue des choses est un phénomène de génération, qui s'exprime au plus clair dans la grosse histoire générale de DUROCHER / LINTEAU / ROBERT ; et qu'elle se présente comme un travail d'expertise, bien distinct des anciennes polémiques. Ce point est englobé dans un panorama impressionniste de la cité historique au Québec, de valeur discutable et d'intérêt assez secondaire.

On peut difficilement escompter de Rudin qu'il se révisionne lui-même pour la traduction française de son livre, en laissant tomber l'idée mal fondée de paradigme « révisionniste » ; mais on pourrait lui demander de nous épargner les plus grosses simplicités, tels les perles de la fantasmagorie anti-groulxiste et ces « locuteurs de français » (*French speakers*) qui tiennent lieu de Canadiens français ou de Québécois, c'est selon. Si Rudin se considère « aussi *Quebecer* que quelqu'un dont la famille est venue dans la province au XVII^e siècle » (« préface »), il aurait pu garder le mot Québécois tel quel pour désigner ces innombrables dont les ancêtres sont venus fonder un pays plutôt qu'une province, et que les Québécois de la nouvelle vague risquent de bientôt contraindre à se trouver encore un autre nom. Cela dit, le livre est important parce qu'il fera inévitablement autorité chez les « locuteurs d'anglais ». Il ramène en outre à la mémoire collective un pan de l'histoire de la cité historique. Le tout devra cependant être pris avec un bon grain de sel et les données vérifiées soigneusement au moindre doute. Non que Rudin manque de « scientificité » ou pour cause de « révisionnisme » : ce n'est pas un lecteur fiable.

P.S. À mon modeste sentiment, Pierre R. Desrosiers a fait du très beau travail de traduction. Sa phrase élégante et plus concise rehausse l'œuvre, sans en trahir le sens. (Et bien évidemment qu'il a su nous faire discrètement grâce des « locuteurs de français ».) En outre, l'éditeur a eu le bon goût de remettre les notes à leur place, à savoir : dans le bas des pages. Sauf pour fins d'exégèse, les photos, économisées par Septentrion, restent le seul avantage de l'édition anglaise.

Nicole GAGNON

Département de sociologie,
Université Laval.

Serge COURVILLE (dir.), *Atlas historique du Québec : population et territoire*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996, 182 p.

Voici le deuxième ouvrage publié dans la collection « Atlas historique du Québec » dirigée par Serge Courville et Normand Séguin aux Presses de l'Université Laval. En 1995, l'éditeur lançait un premier titre intitulé *Atlas historique du Québec : l'espace laurentien au XIX^e siècle* et signé par ces mêmes directeurs de